

Le Parlement veut une accès à l'autorisation du biocontrôle

Dossier de la rédaction de H2o
November 2025

Les eurodéputés proposent une définition et des procédures d'autorisation plus rapides des agents de lutte biologique

Les eurodéputés des commissions de l'Agriculture et de l'Environnement appellent la Commission européenne, dans un rapport adopté le 4 novembre, à donner une définition juridique claire des produits de biocontrôle. Les élus demandent aussi des procédures plus rapides pour l'approbation et l'autorisation des agents de lutte biologique. L'objectif est notamment de favoriser les investissements et l'innovation dans le secteur européen de la lutte biologique, qui a un fort potentiel pour rendre la dépendance à l'égard des produits phytopharmaceutiques traditionnels, soutiennent les eurodéputés.

Rapport sur la garantie d'un enregistrement et d'une utilisation plus rapides des agents de lutte biologique

À

L'Alliance des socialistes et démocrates au Parlement européen alerte : "Le Parlement prépare des alternatives aux pesticides, quand la Commission prépare leur autorisation éternelle"

Avec l'adoption d'un rapport d'initiative sur le biocontrôle, le Parlement européen envoie un message clair : des alternatives existent, qui doivent devenir la norme. Le biocontrôle est l'un des piliers de l'agroécologie. En reconnaissant son rôle central, le Parlement montre clairement qu'une stratégie crédible de sortie des pesticides chimiques est possible par le déploiement massif des solutions de biocontrôle. Désormais, la balle est dans le camp de la Commission européenne, de laquelle est attendue une proposition législative ambitieuse pour : définir clairement le biocontrôle ; simplifier les procédures d'autorisation de mise sur le marché du biocontrôle tout en maintenant une évaluation des risques appropriée afin de garantir un haut niveau de protection de la santé et de l'environnement ; renforcer les moyens de l'EFSA et des États membres pour évaluer ces produits plus rapidement et plus efficacement.

Malheureusement, pendant que le Parlement européen trace une voie de transition, la Commission prépare, avec son projet d'"omnibus" sur les pesticides, un basculement radical dans la mauvaise direction. Le commissaire européen à la santé et au bien-être animal, Oliver Várhelyi, propose en effet de remettre en cause le principe de renouvellement périodique des autorisations de mise sur le marché des pesticides. Concrètement, il s'agirait pour une large majorité des pesticides de transformer des autorisations limitées dans le temps en autorisations pratiquement éternelles. Le Groupe S&D rappelle qu'une telle réforme serait en contradiction avec l'esprit des traités, qui imposent un haut niveau de protection de la santé humaine et de l'environnement, et catastrophique pour la transition agricole car l'absence de renouvellement supprimerait toute incitation à développer des alternatives. Sous couvert de "simplification", ce projet offrirait surtout un avantage massif aux grandes entreprises de l'agrochimie, déchargées d'une partie de leurs obligations, tandis que les agriculteurs seraient en fine supportés par les agriculteurs et les citoyens, exposés à une surveillance affaiblie et à un risque accru pour la santé et l'environnement.

Avec ce rapport sur le biocontrôle, le Parlement européen a choisi la voie d'une Europe qui organise la sortie des pesticides, investit dans le biocontrôle et la gestion intégrée des ravageurs. Il revient maintenant à la Commission européenne de renoncer à l'idée d'autorisations sans limite de durée, de revoir en profondeur son projet d'omnibus sur les pesticides et de présenter dès 2025 un paquet législatif cohérent pour accélérer le déploiement du biocontrôle protégeant également la santé des citoyens, des agriculteurs et de l'environnement.

CommuniquÃ© du Groupe S&D